

L'enseignement qualifiant sous pression

JEAN-FRANÇOIS LAUWENS

Alors qu'il s'apprête à connaître une réforme importante (lire en page 14), l'enseignement qualifiant tire la sonnette d'alarme. Souvent perçu comme le mal-aimé de l'enseignement, il enregistre une perte de population globale de l'ordre de 3% sur l'ensemble de la Fédération Wallonie-Bruxelles et craint les effets à retardement des deux années de confinement.

Mi-mai, les écoles secondaires de l'ouest du Brabant wallon ont tiré la sonnette d'alarme. Selon leurs estimations, elles perdraient 450 périodes (NTPP) pour la prochaine année scolaire. Elles demandaient donc un gel du cadre 2022-2023 sur base des moyens alloués en 2021-2022. Une piste qui semble difficilement tenable budgétairement par la FWB, qui a déjà repoussé cette option durant la crise sanitaire. Le gouvernement avait alors argué que cela équivalait à subventionner deux fois les mêmes élèves : une fois dans une école technique et une autre dans son établissement réel.

Reste le constat : la perte de population est généralisée, principalement au niveau du 2^e degré professionnel. Elle est de l'ordre de 3%, soit 97.700 élèves au 15 janvier dernier contre 101.000 un an plus tôt. « Le constat unanime de ces écoles est que, depuis 2 ans, il y a un déficit significatif d'inscriptions dans les sections techniques de qualification et professionnelles », analyse Luc De Wael, représentant du PO de l'institut du Sacré-Cœur de Nivelles. « Durant deux années, il a été impossible d'organiser des activités d'orientation ou des journées portes ouvertes en présentiel, et les élèves sont restés dans l'enseignement de transition. Or, les sections techniques et professionnelles sont des sections que l'on a besoin de voir, de visiter avant de décider de s'y orienter. En virtuel, cela n'a pas du tout le même impact. La preuve : nos premières journées portes ouvertes depuis 2 ans ont été un véritable succès. On peut donc penser que les choses repartent à la hausse mais avec des moyens insuffisants car basés sur la période de Covid. »

« Bienveillance »

Certains pointent la « bienveillance » demandée par la ministre de l'Éducation comme cause collatérale. Ainsi, Luc Quiryren, directeur de l'Institut Cardijn-Lorraine à Arlon, et Vincent Romain, président de l'Association des directeurs de secondaire luxembourgeois, expliquent à Sudinfo : « Durant deux ans, les passages dans les années supérieures se sont faits naturellement. L'absence de redoublement entraînait l'absence de débat familial sur l'orientation. C'est dommage mais tant qu'on réussit, on reste dans le général. On dit qu'il faut revaloriser

ces options mais le qualifiant n'attire que si l'on a raté ailleurs... »

Laurence Hubert, directrice de l'institut Saint-Joseph à Etterbeek, avance une autre inquiétude : « La pénurie de profs ne concernait jusqu'à présent que ceux de cours généraux. Désormais, elle concerne aussi les profs de pratique professionnelle, ce qui est un comble quand on sait qu'on forme pour les métiers en pénurie ! J'ai le sentiment que les professionnels perdus avec les confinements le sont pour toujours. »

La réforme du qualifiant prévoit la suppression de la CPU (certification par unité) au profit d'un nouveau parcours généralisé démarrant en 4^e. La perte de moyens est importante. « On a beaucoup perdu en 3^e professionnelle durant la pandémie. En réalité, notre premier degré se vide au profit des 4^e, 5^e et 6^e. Il y a un risque de perte de sections et la fin de la CPU va nous priver de remédiation, or, comme d'autres, nous avons beaucoup investi dans la CPU », constate Marie-Hélène Bodart, directrice de l'institut Saint-Joseph à Jambes.

Ce que regrette aussi Daniel Bottes, directeur du Collège des Aumôniers du travail à Charleroi : « La suppression de la CPU est une arnaque : en changeant de nom, on supprime les moyens. La 3P était déjà sur le déclin, le Covid a accéléré les choses. Si on nous envoie des élèves pour qu'ils recommencent leur 4^e, je ne vois pas bien les économies qu'on va faire sur les redoublements. »

Un débat qui s'inscrit dans un contexte général où certains craignent une volonté de régionaliser l'enseignement qualifiant. Dans *La Libre*, Patrick Lenaerts, secrétaire général adjoint de la Fédération du secondaire (FESeC), rappelle qu'à ce titre notamment, l'enjeu est crucial : « L'objectif commun de la FWB, de la Région wallonne et de la Région bruxelloise est de réformer l'enseignement qualifiant et la formation professionnelle. Si nous ne nous ressaisissons pas, nous les acteurs du Pacte, si nous ne trouvons pas la force, le courage et l'audace de réformer ensemble notre enseignement qualifiant, nous prenons le risque de confier les clefs de la réforme au monde politique et au monde socio-économique. » ■

